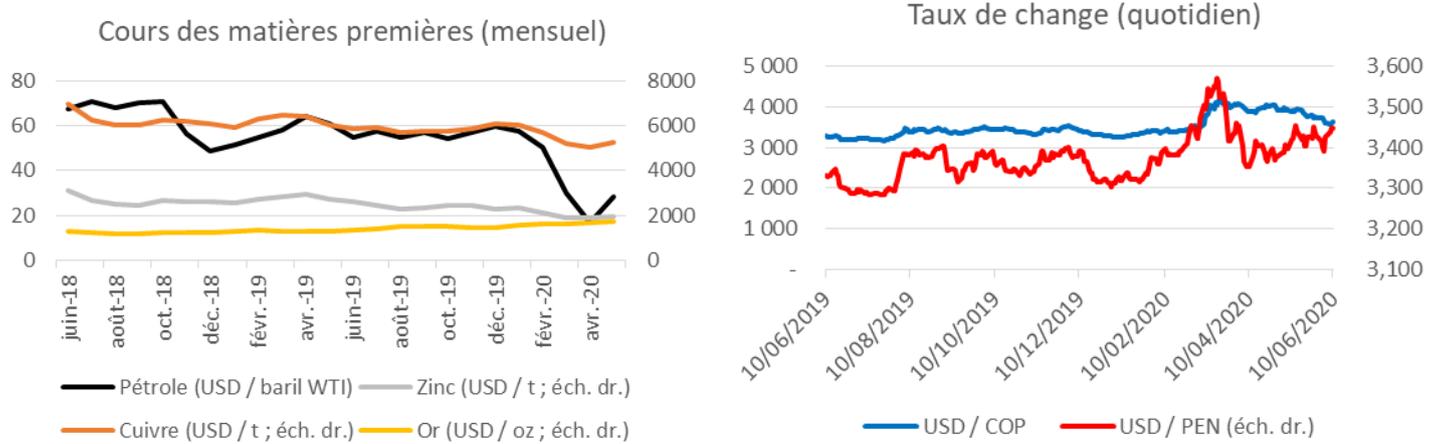




Région **2019 – Population : 138 M** **PIB : 785 Mds USD**



**Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.**

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie	Déconfinement par ville, selon 3 niveaux risques (flexibilité à La Paz et Cochabamba depuis 1/6)	Dissolution ministère du Commerce, Culture et Sport pour réorienter 32 MUSD vers santé	Banque prête 111 MUSD à 5k sociétés privées pour les salaires ; production raffineries -46% entre janvier et avril	
Colombie	Quelques vols nationaux en juillet	Inflation -0,32% glissement mensuel en mai ; OCDE prévision croissance -6,1 à -7,9% en 2020 ; inflation -0,32% en mai	Réouverture partielle 22 centres commerciaux à Bogota ; 10.200 entreprises créées à Bogota depuis mars (99% TPE)	
Équateur	Feu jaune à Quito, Cuenca et Guayaquil, jaune dans 110 petites villes	12% recettes fiscales 4m20 ; 200k chômeurs en plus depuis mars		
Pérou	Perspectives déconfinement sectoriel par régions selon capacités santé	S&P et Fitch baissent notation souveraine A- à BBB+	Autorisation reprise pour 37 projets eau & assainissement	MEF transfère 196 MPEN pour reconstruction Nord
Venezuela	Alternance 1 semaine au travail / 1 semaine à la maison	Inflation 39% en mai selon la Banque centrale	Baisse TVA et droits de douane sur produits pétroliers	

**La Banque mondiale prévoit une récession en « V » plus marquée.**

A l'occasion de la publication de ses *Global Economic Prospects* d'été, l'institution a aggravé ses prévisions de récession pour 2020, mais prévoit un rebond plus marqué qu'initialement anticipé l'année prochaine, sauf pour la Bolivie, dans le contexte de la prolongation de l'incertitude politique. Le Pérou enregistrerait en 2020 la deuxième pire récession du continent (-12%), après le Belize (-13,5%), la Banque mondiale ayant arrêté ses prévisions concernant le Venezuela en 2019.

Pays / région	Croissance 2020			Croissance 2021	
	Prév. Jan 20	Prév. Avr 20	Prév. Jun 20	Prév. Avr 20	Prév. Jun 20
Bolivie	+3,0	-3,4	-5,9	+3,7	+2,2
Colombie	+3,6	-2,0	-4,9	+3,4	+3,6
Equateur	+0,2	-6,0	-7,4	+3,2	+4,1
Guyana	+86,7	+51,7	+51,1	+8,7	+8,1
Pérou	+3,2	-4,7	-12,0	+5,6	+7,0
Suriname	+2,5	-0,7	-5,0	+1,3	+3,0
Argentine	-1,3	-5,2	-7,3	+2,2	+2,1
Brésil	+2,0	-5,0	-8,0	+1,5	+2,2
Chili	+2,5	-3,0	-4,3	+2,8	+3,1
Mexique	+1,2	-6,0	-7,5	+2,5	+3,0
<b>Am. Lat.</b>	<b>+1,8</b>	<b>-4,6</b>	<b>-7,2</b>	<b>+2,6</b>	<b>+2,8</b>

### Le coût de la vie pour les expatriés dans la région reste modique.

Le cabinet Mercer a publié son étude annuelle sur le coût de la vie pour les expatriés dans plus de 200 métropoles internationales. Ce classement, dominé par Hong Kong, Ashkabat et Tokyo, place les capitales andines en milieu de classement, avec des évolutions contrastées entre 2019 et 2020.

Rang 2020 (/ 209)	Rang 2019 (/ 209)	Ville
1	1	Hong Kong
2	7	Ashkabat
3	2	Tokyo
112	121	Lima
120	144	Mexico
134	79	Santiago
145	148	Quito
153	133	Buenos Aires
181	170	Bogota
190	174	Brasilia
193	195	La Paz

Note : Caracas a été exclue de la liste compte tenu de la multiplicité des taux de change

## Bolivie

2019 – Population : 12 M

PIB : 42 Mds USD

### L'Assemblée législative discute un projet de loi de réduction temporaire des loyers.

La Chambre des Députés a refusé unanimement les modifications portées par le Sénat sur le projet de loi destiné à réduire de 50% les loyers immobiliers, commerciaux et industriels, pour la période allant du 15 mars jusqu'à la fin du confinement (dans toutes ses modalités). En particulier, le Sénat a annulé la rétroactivité, ce que la Chambre refuse, et a ajouté l'interdiction d'expulsion de locataires débiteurs jusqu'à 3 mois après le confinement. En revanche le Sénat a conservé les seuils maximums pour bénéficier de la loi : 724 USD pour les loyers immobiliers, 1 014 USD pour les commerciaux et 2 172 USD pour les industriels. Les propriétaires immobiliers se verraient compensés de leur perte avec une exemption de l'impôt sur la valeur ajoutée. Les associations de propriétaires sont opposées à ce projet de loi, et considèrent qu'il est inconstitutionnel.

### Le gouvernement dissout 3 ministères et ferme 2 ambassades pour récupérer 18 MUSD d'économies.

Dans l'objectif de réduire les dépenses publiques, le gouvernement a décidé de dissoudre les ministères des Communications (absorbé par le Ministère de la Présidence), du Sport et des Cultures (absorbés par le Ministère de l'Éducation), ramenant le nombre total de ministères à 17. Ceci représenterait des économies de 18,3 MUSD. Les ambassades boliviennes en Iran et au Nicaragua seraient également fermées, pour une économie entre 434 000 et 579 000 USD. Ces ressources supplémentaires seront réorientées vers le secteur santé afin de lutter contre l'épidémie de covid-19.

**Colombie****2019 – Population : 48 M****PIB : 328 Mds USD****L'OCDE formule quatre recommandations pour la réactivation de l'économie.**

A l'occasion de la publication de son rapport semestriel Economic Outlook, intégrant pour la première fois la Colombie, l'organisation prévoit en 2020 une récession du pays de 6,1% (maîtrise de la pandémie) à 7,9% (seconde vague épidémique), avant une reprise modérée à +2,8% en 2021. Elle recommande notamment la poursuite du renforcement du système de santé, le maintien post-crise de subventions ciblées pour les populations fragiles (financé par l'élimination de niches fiscales), la baisse de la fiscalité sur le travail afin d'encourager l'emploi formel et la poursuite d'une politique monétaire accommodante.

**Equateur****2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Prêt de politique publique de 280 MUSD dirigé au secteur électrique.**

La BID a approuvé un prêt de politique publique pour appuyer la transition de la matrice énergétique, en complément d'une première opération approuvée et mise en place à partir de 2015. Le prêt de 280 MUSD permettra de financer des actions autour de 3 volets : substitution de consommation d'énergies fossiles par des énergies propres, renforcement du secteur électrique et extension aux secteurs ruraux, et appui à l'interconnexion avec la Colombie et le Pérou. Ce financement s'inscrit dans le cadre des financements multilatéraux de 1 Mds USD en 2020 pour la BID.

**Véto partiel à la loi humanitaire.**

Le Président Moreno a renvoyé à l'Assemblée nationale la loi humanitaire avec un véto partiel qui réduit la durée des accords (baisse du temps de travail et du salaire) entre employés et employeurs à 2 ans maximum au lieu de 4 ans et limite la baisse salariale au salaire minimum, réduit la durée des « contrats d'urgence » (contrats à l'heure) à un an au lieu de 2 ans et durcit la possibilité de licenciement « pour force majeure ». Le véto prévoit également un contrôle des prix des produits de première nécessité jusqu'en décembre 2020 et assouplit les conditions de paiement des services de base (eau, électricité et télécommunications).

**Arrêt de la production de pétrole.**

Petroecuador a suspendu la production de pétrole en raison de nouvelles réparations aux oléoducs, nécessaires en raison de l'instabilité du terrain (érosion) en Amazonie. Les exportations n'ont pas été suspendues car les stocks sont suffisants. L'Equateur est assisté par le département de transport et oléoducs des Etats-Unis ainsi que de l'agence américaine de surveillance géologique.

**Pérou****2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le Consejo Fiscal (CF) estime que la collecte des impôts pourrait se réduire jusqu'à 14,6 Mds USD.**

Cet organe de conseil de l'État estime que l'administration fiscale collecterait entre 30 et 50 Mds PEN (8,7-14,6 Mds USD) de moins cette année à cause de l'impact de l'épidémie du covid-19. Il estime par ailleurs que le déficit budgétaire pourrait se situer entre 8% et 12% du PIB (contre 1,6% en 2019), obligeant le gouvernement à s'endetter. La dette publique pourrait atteindre entre 35% et 42% du PIB (contre 27% en 2019) au-delà de la limite légale de 30%. Le CF estime aussi que l'investissement public va mettre du temps à redémarrer et que la chute du PIB pourrait se situer entre 10% et 20%.

**Le ministère de l'Éducation (Minedu) se dit prêt à accueillir dans le système public 100 000 élèves supplémentaires venant du privé.**

La profonde crise économique liée à l'épidémie de covid-19 a poussé les familles de 125 000 élèves de l'éducation de base (EBR : crèche, primaire et secondaire) et spéciale (EBE : crèche et primaire) d'écoles privées à demander leur transfert vers l'éducation publique dans le cadre d'une procédure inédite conçue par le Minedu. Cela représente 6% des effectifs de l'éducation privée. Le Minedu a donc proposé des places en école publique à 100 000 élèves, leurs familles ayant finalement accepté la proposition du ministère pour 93 000 d'entre eux. A titre de comparaison, les établissements publics de type EBR et EBE ont vu leurs effectifs augmenter de 50 000 en 2017 et de 30 000 en 2018.

**Venezuela**

**2019 – Population : 28 M**

**PIB : 70 Mds USD**

**L'évolution de l'inflation reste très incertaine en mai.**

L'inflation mensuelle mesurée par l'Assemblée nationale s'élèverait à 15,3% en mai, soit un niveau bien inférieur aux 38,6% estimés par la Banque centrale. En revanche, cumulée durant les 5 premiers mois de 2020, l'augmentation des prix serait comprise entre 296% (Banque centrale) et 409% (Assemblée nationale). De même en glissement annuel, la Banque centrale estime l'inflation à 2.297% alors que le député Rafael Guzmán annonce une hausse des prix de 3.684%.

**Le gouvernement allège la fiscalité sur les produits pétroliers.**

L'administration fiscale exonère les produits pétroliers, y compris les additifs chimiques, de taxe sur la valeur ajoutée et des droits de douane. Cette mesure vise à encourager les importations de produits pétroliers par les entreprises privées non sujettes aux sanctions américaines.

**L'entreprise pétrolière Citgo emprunte avec succès sur les marchés financiers.**

Le conseil d'administration *ad-hoc* de PDVSA, nommé par Juan Guaido, s'est félicité de la levée de 1,1 Md USD grâce à l'émission de titres ayant un taux d'intérêt avantageux de 7% et arrivant à échéance en 2025. Cet emprunt permettra notamment de refinancer la dette de 614 MUSD qui arrivera à échéance en 2021.

**Dossier du mois****Les subventions directes aux ménages**

La crise sanitaire et les effets économiques et sociaux du confinement ont abouti à une généralisation des subventions directes aux ménages dans la région, jusqu'alors phénomène réservé à des populations spécifiques (à l'exception du Venezuela, où elles s'avèrent généralisées depuis plusieurs années).

En **Bolivie**, le gouvernement considère quatre « bonos » comme faisant partie du paquet de transferts liés à la lutte contre la pandémie. Il s'agit de « Renta Dignidad » (50 USD pour les individus sans pension de retraite), « Bono Canasta Familiar » (57 USD pour les personnes âgées, femmes enceintes et personnes handicapées), « Bono Familia » (71,7 USD pour chaque enfant en âge scolaire) et « Bono Universal » (personnes de 18 à 59 ans ne bénéficiant pas déjà d'un programme social). L'ensemble de ces subventions a bénéficié d'un financement de 450 MUSD de la BID, 254 MUSD de la Banque Mondiale et de 100 MEUR d'un « Prêt d'assistance social d'urgence » de l'AFD. Sur les mois d'avril et mai, environ 8 M de paiements ont été réalisés, pour un total de 525 MUSD.

En **Colombie**, aux programmes ciblés existants (« Familia en Acción », « Jóvenes en Acción », « Colombia Mayor »...), couvrant 3,8 M de ménages, s'est notamment ajouté « Ingreso Solidario », visant 3 M de familles non couvertes par les autres subventions. Sur ce total, 2,3 M ont reçu un ou plusieurs des trois versements mensuels prévus, d'une valeur de 160.000 COP chacun (dernier versement en cours). Les autorités ont également mis en place un programme de « compensation de TVA » destiné à 1 M de ménages modestes (700.000 couverts également par « Familias en Acción » et 300.000 par « Colombia Mayor »), consistant en une subvention bimestrielle de 75.000 COP. Ces différentes subventions, ainsi que la prise en charge publique d'une partie des factures de fluides des ménages, représentent un budget total de 4.900 Mds COP, soit 4,1% du plan gouvernemental de réponse à la crise (117.000 Mds COP, soit 11% du PIB, dont plus de la moitié en garanties).

En **Equateur**, le gouvernement a instauré un « bono de contingencia COVID » en avril, mai et juin, pour un total de 120 USD pour chacun des 950.000 familles visées (revenu mensuel inférieur à 400 USD). Cette opération, financée par des prêts de politique publique de la BID et de la Banque Mondiale, représente un budget de 114 MUSD. Les ménages les plus défavorisés qui touchaient déjà une aide d'Etat (subvention mensuelle de 80 USD) ne sont pas concernés par ce nouveau transfert social.

Au **Pérou**, un « bono » de 380 PEN (110 USD) a été initialement conçu pour les foyers modestes afin de faire face aux deux semaines initiales de confinement. Avec le prolongement de celui-ci, la subvention a doublé à 760 PEN (220 USD), soit 82% du salaire minimum, et trois autres « bonos » ont été conçus pour les indépendants, les foyers ruraux puis tous les foyers en difficulté jusqu'à recouvrir 75% des foyers du Pérou. Environ 4,7 Mds PEN (1,4 Md USD) ont été budgétés pour ces subventions, qui doivent bénéficier à 6,8 M de foyers. Fin mai, 4,7 M de foyers avaient reçu leur subvention. Au 9 juin, 4,45 Mds PEN (1,3 Md USD) soit 94% des ressources ont été dépensées.

Au **Venezuela**, les subventions directes versées aux ménages, à travers six primes exceptionnelles, représentent depuis le début de la crise l'équivalent de 133 MUSD financés par l'émission monétaire. Bien que la prime exceptionnelle « Disciplina y Conciencia » devrait être revalorisée de 11% sur un mois en juin (500.000 VES, soit 2,5 USD au taux de change parallèle), les transferts continueront de baisser par rapport aux mois précédents (20 MUSD en mai, contre 32 MUSD en avril et 81 MUSD en mars) du fait de l'inflation et de la reprise graduelle des activités. Les aides sont versées aux détenteurs du Carnet de la patrie (4 à 9 M de bénéficiaires selon les primes) ce qui exclut les sympathisants de l'opposition. Les bénéficiaires travaillent notamment dans le secteur informel mais les employés de certaines entreprises privées bénéficient également du versement du revenu minimum par l'Etat (équivalent de 4,5 USD).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine  
Revu par : Alexandre LAURENT

Version du 11 juin 2020